

RSE : les Français se méfient des engagements pris par les entreprises

Selon un sondage Harris Interactive, publié par le mouvement Impact France, les trois quarts des Français se montrent méfiants quant aux engagements pris par les entreprises en matière sociale et environnementale. Une majorité d'entre eux attendent, d'ailleurs, des coercitions de la part des pouvoirs publics.

Temps de lecture : minute

10 février 2022

Les Français sont à 75 % méfiants à l'encontre des engagements sociaux et environnementaux des entreprises, selon un sondage Harris Interactive publié mercredi 9 février 2022 par le mouvement Impact France. Dans le détail, sur le millier de sondés interrogés représentatif de la population française, seuls 23 % estiment que "les entreprises agissent pour l'environnement et/ou la société aux prix d'un effort réel, sur la durée" et que "cela leur coûte de le faire" .

Une majorité favorable à des contraintes

À 42 %, les personnes interrogées jugent l'engagement des entreprises "superficiel", celles-ci agissant "à travers des actions peu engageantes, peu coûteuses pour elles, qui ne durent pas dans le temps" . Enfin, 33 % estiment que les engagements des sociétés relèvent "d'une stratégie marketing uniquement" . D'après ce dernier tiers des sondés, les entreprises "se donnent une image écologique et sociale alors qu'elles ne font aucun véritable effort sur ces enjeux" .



À lire aussi

Postes dédiés, certifications... Les startups se cherchent en matière de RSE

De plus, 67 % des Français déclarent "difficile de distinguer celles qui sont réellement responsables des autres" et ils sont à 87 % favorables à la création d'un "index synthétique permettant de noter l'engagement social et environnemental des entreprises françaises" , "les labels étant peu ou mal connus" . Selon un rapport publié en mars dernier par France Stratégie, les labels de responsabilité sociale et environnementale (RSE) des entreprises sont trop nombreux et souffrent d'un manque de reconnaissance auprès des grands donneurs d'ordre publics et privés.

Enfin, 59 % des sondés estiment que "les entreprises ne sont pas capables de se contraindre seules à l'adoption de comportements vertueux et ont besoin de l'injonction des pouvoirs publics" et plus de quatre sur cinq jugent que la rémunération des patrons et actionnaires devrait être indexée sur "les performances sociales et environnementales de l'entreprise" . Selon un baromètre publié en septembre par le groupe de formation professionnelle Cegos, 57 % des salariés jugent que les programmes RSE initiés par leur employeur sont "d'abord une démarche

de communication, contre 43 % qui y voient un engagement sincère" .

Article écrit par Maddyne, avec AFP